



La Lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 54 Septembre 2014

La Lettre de l'Afrique est une publication mensuelle de réflexion sur l'actualité

Sommaire

Edito
Afrique interdite

Ebola

Les Africains et la libération de la France :
commémorations du 15 Août 1944

France-Tchad,
une alliance militaire et politique

France-Niger :
une coopération étroite

Livres

Télégrammes



Ebola

Ebola encore. L'épidémie s'étend. On parle début octobre de 8000 cas recensés et de plus de 4000 morts. Les trois premiers pays les plus touchés - Guinée, Libéria, Sierra Léone - sont dépassés. Au Nigéria où les premiers cas ont été signalés et où l'on ne mesure pas encore l'ampleur du fléau, l'inquiétude est grande et l'impuissance probable. La Communauté internationale, OMS en tête, réagit avec enfin des moyens financiers et des envois de personnels sur place.

La question des possibles contagions à d'autres pays africains, ainsi qu'à d'autres continents, est dans tous les esprits. Celle des contrôles aux frontières auxquels on pense, est difficile à traiter, tant la circulation des personnes et des biens est importante à l'intérieur de l'Afrique et entre ce continent et les autres parties du monde. Les pays développés s'interrogent sur leurs capacités réelles de traitement, pour le cas où l'épidémie viendrait à les toucher au-delà des très rares cas signalés en Espagne et aux États-Unis. □

**É
D
I
T
O**

Afrique interdite

C'est presque la moitié du continent africain, dans sa partie nord, qui est désormais dangereuse pour les français, qui risquent d'y être enlevés ou tués. Il leur est recommandé d'éviter quasiment toute cette partie du monde. Dans l'Afrique méditerranéenne à l'exception du Maroc, il s'agit d'une grande partie de l'Algérie et de la Tunisie ainsi que de l'Égypte, et de la totalité de la Libye. En zone sahélienne, il s'agit de la Mauritanie, du Mali, d'une partie du Burkina Faso, du Niger, du Nigéria et des zones frontalières du Cameroun avec le Nigeria, comme

entendu de la Somalie ainsi que des espaces frontaliers des pays voisins de celle-ci, dont notamment le Kenya.

C'est un fait politique considérable et entièrement nouveau dans l'histoire de la relation de la France avec l'Afrique depuis les indépendances africaines. Quoi que l'on puisse penser des mouvements rebelles et des violences djihadistes, ce serait manquer de rigueur scientifique et morale que d'exonérer nombre de gouvernements africains de leurs responsabilités dans la naissance et le développement des crises. Ce serait également manquer de rigueur historique et morale que d'exonérer certains de nos grands alliés occidentaux de leur propre responsabilité dans la déstabilisation de beaucoup de pays en Afrique comme ailleurs.

La situation nouvelle pose à la France la question d'un nouveau identitaire de sa politique africaine.

**UN CHEF D'ÉTAT AFRICAIN
DEVANT LA CPI**

M. Uhuru Kenyatta, Président de la République du Kenya, s'est présenté le 7 octobre devant la Cour Pénale Internationale à La Haye,

puis est rentré au Kenya. Il était et reste inculpé de crime contre l'humanité à la suite de violences intervenues lors d'élections en 2007.

Les Africains et la Libération de la France : commémorations du 15 Août 1944

Dans le cadre de la commémoration du 70ème anniversaire de la libération de la France, le Président Hollande a voulu marquer par une cérémonie particulière, l'anniversaire du débarquement des alliés en Provence le 15 août 1944.

On se souvient que le 14 août au soir, une flotte de 220 bâtiments américains et anglais partis d'Afrique du Nord, d'Italie du Sud et de Corse, s'appête à débarquer. Le 15 août à 8h du matin, après d'intenses bombardements aériens et navals, les premiers débarquements ont lieu en trois points de la côte. Les défenses allemandes ne peuvent les empêcher et dès le soir du 15 août, près de 100.000 hommes ont déjà débarqué. Ils seront en quelques jours

trois fois plus nombreux à prendre pied sur le sol français. La progression se fait rapidement. Aix-en-Provence est libérée le 21 août, suivie de Salon, Arles et Avignon. La défense allemande est plus forte à Marseille et Toulon, mais les deux villes tombent rapidement et dès le 23 août résistants et libérateurs alliés prennent possession du centre-ville de Toulon. Les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) ont activement participé à cet épisode de la guerre de libération, par des actions ponctuelles et multipliées contre les troupes allemandes, ainsi que par des opérations de plus grande envergure comme la libération de Saint-Tropez dès le 15 août. A partir de là, et alors que les armées allemandes se replient, les troupes de débarquement,



sans cesse renforcées y compris par des parachutages, remontent dès septembre vers le Nord, avec plusieurs mois d'avance sur les prévisions. La jonction s'effectue le 12 septembre 1944 en Bourgogne, entre les éléments provenant du débarquement en Normandie et l'avant-garde des troupes débarquées moins d'un mois avant en Provence.

(suite page 2)

Les Africains et la Libération de la France : commémorations du 15 Août 1944 (suite)

On sait qu'à côté des armées anglo-saxonnes engagées dans cette opération, l'armée française, issue des Forces Françaises Libres (FFL) et comportant un très grand nombre d'Africains, a participé aux combats de la manière la plus active. Les soldats africains étaient originaires d'Algérie, du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, du Congo, de Côte d'Ivoire, de Djibouti, de France, du Gabon, de Guinée, des Comores, de Madagascar, du Mali, du Maroc, de Mauritanie, du Niger, de République Centrafricaine, du Sénégal, du Tchad, du Togo, de Tunisie.

À l'occasion de la commémoration en Provence de cette opération, un hommage particulier a été rendu aux vétérans ayant participé aux combats.



Les représentants des pays africains et alliés engagés dans le débarquement du 15 août 1944 ont été invités aux cérémonies.

Deux de ces cérémonies ont été présidées par le Chef de l'État :

- La cérémonie du Mont-Faron : à l'occasion du 70ème anniversaire du débarquement de Provence et du 50ème anniversaire de l'inauguration du Mémorial du débarquement de Provence par le Général de Gaulle, le Président de la République a rendu un hommage particulier aux forces françaises, soldats et résistants, et aux civils de Provence.

- La cérémonie internationale à bord du porte-

avions Charles-de-Gaulle : la rade de Toulon est le principal lieu de la cérémonie officielle décennale, une tradition instaurée en 1984. Autour du souvenir des combattants de la campagne de Provence, elle a réuni les représentants de toutes les nations qui ont participé au débarquement. Les pays africains francophones étaient représentés au niveau des chefs d'État et de gouvernement.

L'Élysée a publié à cette occasion, le message suivant du Président de la République française, M. François Hollande : « Alors qu'une guerre éprouvante secoue le monde depuis cinq ans, l'année 1944 apparaît pour l'ensemble des belligérants comme celle d'un tournant décisif. Amorcé en 1943 avec la libération de la Corse, relancé par les opérations du 6 juin en Normandie, ce virage vers la paix tant espérée se concrétise par le débarquement de Provence au mois d'août 1944. Une formidable poussée terrestre et maritime venant de la Méditerranée va contribuer à libérer l'Europe d'une guerre qui n'en finit pas.

En ce 15 août 2014, la France s'honore de recevoir à nouveau en Provence ceux qui l'ont aidée à sortir de plus de 1.800 jours de guerre : des membres des forces françaises libres et des soldats de l'armée d'Afrique, dont certains s'étaient battus en Italie. Aux côtés de tant de pays amis, ce sont aussi les Français eux-mêmes, et en particulier les résistants, qui ont contribué à la victoire par la libération de leur sol. Hommage leur soit rendu. Que cette double leçon de patriotisme et d'amitié entre les peuples reste un exemple pour nos démocraties actuelles ». □



France-Tchad : une alliance militaire et politique

La relation officielle entre Paris et Ndjamena est au beau. Les rencontres entre les deux chefs d'État en témoignent. Le Président de la République du Tchad a été invité plusieurs en France depuis 2013 : notamment en décembre 2013, pour le Sommet de l'Élysée sur la paix et la sécurité en Afrique, en mai 2014 au Sommet de Paris pour la sécurité du Nigéria, le 14 juillet 2014 à Paris pour la Fête Nationale française et le 15 août 2014 en Provence pour le 70ème anniversaire du Débarquement allié dans le Sud de la France.

Le Président de la République Française, de son côté s'est rendu au Tchad en visite officielle le 19 juillet à Ndjamena. La tonalité des relations politiques a en fait profondément changé depuis le soutien apporté en 2013 par les forces tchadiennes aux forces françaises engagées dans l'opération Sangaris au nord du Mali. Le temps n'est plus en effet, où les gouvernements français et les partis politiques à gauche ou à droite qui les soutenaient, se montraient réservés à l'égard du régime tcha-

dien couramment montrés du doigt pour insuffisance démocratique. Le pragmatisme en 2013 a pris le dessus. La communauté d'histoire et de langue ont évidemment payé face au retour officiel d'affection.

Dans ce contexte, les éléments militaires français de la zone sahéenne, constitués notamment par « Serval » au Mali et « Épervier » au Tchad sont fondus en un seul ensemble dénommé « Barkhane » : il s'agit d'un dispositif

France-Tchad : une alliance militaire et politique (suite)

régional « contre-terroriste », dont le poste de commandement est en cours d'installation dans la capitale tchadienne Ndjamena. Il est annoncé comme devant permettre une coopération croissante entre les forces françaises et celles des pays alliés.

Si la ligne de coopération apparaît simple en ce qui concerne le Sahel, dans la mesure où les dirigeants tchadiens et français voient pratiquement les choses de la même manière, elle est plus difficile à établir en Centrafrique. En effet, la situation en Centrafrique est plus complexe : il ne s'agit plus de lutter contre « le terrorisme djihadiste », mais de chercher à ramener la paix dans une situation de désordre interne et de conflits multiples, entre groupes politiques et entre communautés locales, puis de tenter de faciliter l'exercice d'une autorité légitime capable d'agir efficacement pour la paix et le développement.

Le gouvernement français constatant le désordre dans lequel s'enfonçait le pays, a engagé en Centrafrique une opération de maintien de l'ordre avec la force militaire « Sangaris », à quoi il a ajouté l'envoi de personnels de la gendarmerie et de la police spécialisés dans l'organisation de la sécurité publique. De son côté, le Tchad était depuis beaucoup plus longtemps militairement engagé en Centrafrique, notamment dans la force de paix constituée par les pays d'Afrique centrale. Le contingent tchadien a donc continué à œuvrer pour la pacification alors que les forces françaises venaient de s'y engager. Mais le Président tchadien a retiré ses troupes : c'était non pas à la suite d'un différend avec Paris, mais plutôt pour réagir contre les accusations lancées par des personnalités centrafricaines et par nombre d'habitants du sud de ce pays, qui accusaient les troupes tchadiennes de favoriser les ex-rebelles de la Seleka et à travers eux d'aider les musulmans contre les chrétiens.



L'opération « Barkhane » en Afrique

Cette décision tchadienne de retrait n'a pas été simple dans la mesure où pendant ce temps, de très nombreux ressortissants tchadiens dans la moitié sud de la Centrafrique étaient pris à partie, dépouillés, voire tués, en tant qu'étrangers, et en tant que musulmans. Ce retrait n'est sans doute pas définitif : d'une part parce que la Présidente centrafricaine en exercice recherche à nouveau l'appui de son homologue tchadien, d'autre part parce que le Président Idriss Deby Itno, considérant toujours comme stratégique le voisinage avec la Centrafrique, aura à prendre des décisions militaires en fonction de l'évolution de la situation. Pour le Président tchadien comme pour les autorités françaises, l'action à venir en Centrafrique dépendra beaucoup de ce que parviendront ou ne parviendront pas à faire les forces des Nations Unies qui sont en train de se mettre en place effectivement en Centrafrique, avec un effectif significatif de 12.000 hommes. La coopération politique et militaire de la France en Centrafrique avec le Tchad, comme d'ailleurs avec les autres pays d'Afrique centrale concernés, reste donc ouverte. □

France-Niger : une coopération étroite

Les autorités françaises, en accord avec les autorités du Niger, ont mis en place dans ce pays un dispositif militaire ayant pour objet, d'une part de donner appui à l'opération « Serval » au Mali, d'autre part de recueillir, notamment par observation aérienne, des renseignements sur les mouvements dans cette région du Sahel.

300 militaires mettent en œuvre ce dispositif, installé à Niamey dans la base nigérienne sur le site de l'aéroport international de Niamey. Des travaux d'infrastructure ont été engagés afin d'accroître la capacité d'accueil de cette installation, dans le cadre de la mise en place de l'opération « Barkhane » destinée à couvrir comme on sait l'ensemble de la région sahélienne. Les moyens techniques de renseignement sont constitués notamment par des drones et des avions « Atlantique ». S'y ajoutent des avions de transport tactique et des moyens logistiques. Depuis un certain temps déjà, les forces françaises et nigériennes effectuent des patrouilles conjointes dans le nord du Niger. Elles sont destinées à s'élargir à des patrouilles tripartites avec les forces maliennes, concernant à la fois le Niger et le Mali. Le Niger, ancienne colonie française, 15 millions d'habitants à 90% de musulmans, sur un territoire de 1,267 millions de km² en grande

partie désertique, est l'un des pays les plus pauvres d'Afrique et du monde. Sa population croît très rapidement avec une prévision de doublement en quinze ans. Il a besoin, de manière quasi permanente, d'une aide alimentaire d'urgence. Les données exactes de cette aide alimentaire en 2012 sont les suivantes : 900 millions de dollars au total, principalement fournis par la Commission de l'Union Européenne (223 millions), la Banque Mondiale (112 millions), les États-Unis (112 millions) et la France (100 millions).

Le Niger, qui a peu de ressources naturelles, à l'exception de l'Uranium qui ne peut suffire à tout, a également besoin de concours extérieurs pour son développement économique et social. Il est prioritaire à ce titre dans l'aide internationale, ainsi que dans l'aide française au développement. La France est ainsi le 2ème donneur d'aide bilatérale (80 millions d'euros en 2012) après les États-Unis d'Amérique. Elle contribue aussi aux aides multilatérales et finance en particulier pour 25% l'aide apportée par l'Union Européenne, qui dépasse les 500 millions de dollars pour les années 2008-2013.

Plus de 50 ans après l'indépendance, beaucoup reste à faire pour que le beau et grand peuple nigérien puisse échapper à la menace de la faim et de la pauvreté. □

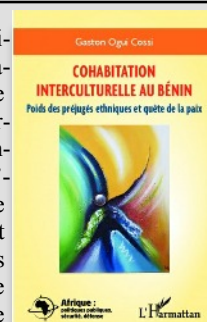


La diplomatie africaine
Théorie et Pratique
Pierre Dagbo Godé
Afrique liberté
Sciences Politiques Afrique Noire
Editions L'Harmattan
Au coeur de l'actualité, la diplomatie intéresse autant le savant que le profane qui veut comprendre le comportement des acteurs politiques dans les relations internationales. Cet ouvrage se propose de revisiter les fondamentaux de la diplomatie africaine et restitue au plan scientifique l'état des connaissances théoriques et des approches pratiques qui peuvent en faciliter la

compréhension dans un monde du XXI^e siècle en plein bouleversement.
ISBN : 978-2-343-03865-0
222 pages • 21,85 € • octobre 2014

Cohabitation interculturelle au Bénin
Poids des préjugés ethniques et quête de la paix - Gaston Ogui
Afrique : politiques publiques, sécurité, défense
Editions L'Harmattan
Anthropologie, Ethnologie, Civilisation Immigration, Interculturel Sociologie Afrique Noire Bénin
L'altérité et l'ipsité, thèmes brûlants au coeur du débat du vivre-ensemble, s'expriment tantôt en termes de rivalités, tantôt en catégorie

d'enrichissement réciproque. La cohabitation interculturelle revêt au Bénin une certaine spécificité. Comment gérer aujourd'hui ces deux types de relations, rivalité et amitié, afin qu'elles soient facteurs d'une paix durable et d'une cohésion nationale avérées où chacun assume pleinement sa différence tout en s'ouvrant à l'acceptation de l'autre ?
ISBN : 978-2-343-03609-0 • 1 octobre 2014 • 164 pages Prix éditeur : 15,68 €



TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES

Mali/Algérie

• 1er septembre : reprise à Alger du dialogue inter-malien.

Guinée Bissau

• 15 septembre : le Général Antonio Indjaï, chef de l'État-major des armées, est démis de ses fonctions. Il fait l'objet d'un mandat d'arrêt international émis par la justice américaine pour complicité présumée dans un trafic de cocaïne à destination des États-Unis. Il reste libre en Guinée Bissau.

Union Africaine

• 16 septembre : renouvellement des membres du groupe des sages de l'Union Africaine. Ce groupe de cinq membres de très haut niveau, travaille à la prévention des conflits ainsi qu'au règlement des crises par le dialogue. Il fonctionne au sein du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union et conseille le Président de la Commission de l'Union.

Algérie/France

• 21 et 24 septembre : le français Hervé Goudel en voyage en Algérie, est enlevé le 21 septembre puis décapité le 24 septembre par ses ravisseurs.

Maroc/Gabon

• 24 septembre : signature de deux accords pour le développement de la coopération en matière d'électricité et d'énergies renouvelables, à l'issue d'un forum économique réunissant 200 hommes d'affaires gabonais et marocains. La coopération entre le Gabon et le Maroc, engagée depuis longtemps, se poursuit et ne cesse de se renforcer.

Sénégal/Afrique/OIF

• Fin septembre : en raison des craintes touchant l'épidémie Ebola, on commence à évoquer publiquement à Dakar, l'hypothèse d'un possible report du Sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) prévu fin novembre à Dakar. Ce Sommet doit désigner le nouveau Secrétaire Général de l'OIF.

CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE AFRICAINNE

« *Savoir et innovation pour la transformation de l'Afrique* »

à

Abidjan

du 1er au 3 novembre 2014

**Commission Économique pour l'Afrique
Banque Africaine
de Développement
Programme des Nations Unies
pour le Développement**